



PIRE QU'UNE TRAHISON LE VÉRITABLE MOBILE DU RUSSIAGATE

Le 18 juillet 2025, la directrice du Renseignement national américain, Tulsi Gabbard, a publié une série de documents relatifs à l'imposture selon laquelle la Russie aurait interféré dans l'élection présidentielle américaine de 2016 pour le compte de Donald Trump, entraînant la défaite de la candidate démocrate Hillary Clinton. Mme Gabbard a déclaré : « *Les informations que nous publions aujourd'hui démontrent clairement qu'une conspiration de trahison a été perpétrée en 2016 par des responsables au plus haut niveau de notre gouvernement. Leur objectif était de subvertir la volonté du peuple américain et de perpétrer ce qui était en réalité un coup d'État sur plusieurs années, visant à priver le président de l'exercice du mandat que lui avait confié le peuple américain.* »

La vérité est bien pire et implique certes un gouvernement étranger, mais non pas la Russie, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela ou Cuba. Ce gouvernement étranger avait pour objectif de saper les premier et second mandats du président Donald Trump afin de placer les États-Unis sur la trajectoire mortelle d'une guerre nucléaire avec la Russie, pouvant mettre fin à l'existence de l'espèce humaine. Ce gouvernement est le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soi-disant

notre « partenaire privilégié ». Et cette opération est toujours en cours aujourd'hui.

L'Organisation LaRouche jouit d'une autorité unique en la matière, car les proches de Lyndon LaRouche savent pertinemment comment cet ancien candidat à la présidence des États-Unis a été calomnié et vilipendé pendant des décennies pour avoir accusé l'Empire britannique, notamment la monarchie britannique et la City de Londres, d'avoir orchestré de multiples guerres, coups d'État et assassinats, y compris de présidents américains, pendant les 250 ans ayant suivi la Déclaration d'indépendance américaine.

Ce que les Américains doivent savoir, c'est que le plan britannique visant à dresser les États-Unis contre la Russie a été lancé par le Premier ministre britannique Winston Churchill, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 22 mai 1945, deux semaines seulement après le jour de la Victoire en Europe, alors que la guerre faisait encore rage dans le Pacifique, Sir Winston Churchill publia un rapport intitulé « *Opération impensable* », dont l'objectif était clairement énoncé : « *L'objectif général, ou politique, est d'imposer à la Russie la volonté des États-Unis et de l'Empire britannique.* » Ainsi, dès le 1^{er} juillet 1945, Churchill proposait d'envahir la Russie !

La décision de larguer les bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, il y a tout juste 80 ans, tuant des centaines de milliers de personnes alors que la capitulation japonaise était déjà en négociation par l'intermédiaire du Vatican et d'autres canaux, doit être interprétée à la lumière du programme de Churchill. Les bombes nucléaires n'ont contribué en rien à mettre fin à la guerre, qui était déjà terminée, mais ont marqué le début de la première phase de la guerre nucléaire préventive contre la Russie souhaitée par le Premier ministre britannique.

Son célèbre *Discours du rideau de fer* prononcé à Fulton, dans le Missouri, en 1946, devait rallier les Américains à son plan et déclencher une Guerre froide qui dura jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989.

The European Union at 100

Longtemps après la dissolution de l'Union soviétique, en mars 2007, le *London Economist* publia un éditorial intitulé *The European Union at 100* (l'Union européenne a 100 ans), appelant le « *président Obama* » (un an avant la tenue des primaires démocrates...) à menacer le président russe Vladimir Poutine de recourir aux armes nucléaires pour l'empêcher d'envahir l'Ukraine. Rétrospectivement, ce scénario imaginaire remarquablement prémonitoire se lit comme le script des événements qui se déroulèrent à partir de fin 2013, lorsque l'administration du président Barack Obama (en collusion avec les services de renseignement britanniques) renversa le gouvernement ukrainien élu et installa un régime pro-nazi, avec tatouages de croix gammées et marches aux flambeaux célébrant le célèbre tueur de masse Stepan Bandera.

L'affrontement orchestré par les Britanniques entre les États-Unis et la Russie visait à consolider un empire financier mondial fondé sur la dépopulation et le pillage des matières premières et de la main-d'œuvre. L'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » et la Nouvelle Banque de développement des BRICS, lancées respectivement en 2013 et 2014, représentaient une grave menace pour ce que le roi Charles III a appelé « *la Grande-Bretagne mondiale* ». Les Britanniques s'employèrent à perturber à tout prix ces évolutions. Avec leurs homologues américains, ils craignaient que la volonté du président Donald Trump d'entretenir de bonnes relations avec la Russie et la Chine ne vienne contrecarrer la mie en œuvre de leur dictature financière. C'est

pourquoi les relations américano-russes devaient être sabotées. Le narratif du Russiagate a parfaitement servi cet objectif.

Les informations publiées à ce jour par la directrice du Renseignement intérieur (DNI) Gabbard montrent qu'en août, septembre et début décembre 2016, la communauté du renseignement (CI) avait établi que la Russie n'était pas en mesure de pirater les infrastructures électorales américaines pour influencer le résultat de l'élection présidentielle, ni intéressée à le faire. Malgré cela, le 9 décembre 2016, le président Obama convoqua une réunion à la Maison-Blanche à laquelle participaient notamment le directeur de la CIA, John Brennan, le directeur du FBI, James Comey, le directeur du Renseignement intérieur, James Clapper, la Procureure générale, Loretta Lynch, le secrétaire d'État, John Kerry, la secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland, et la conseillère à la Sécurité nationale, Susan Rice. L'ordre fut donné de fomenter une fausse histoire d'ingérence russe dans les élections américaines, alors que chacun savait pertinemment qu'aucune preuve n'étayait ces affirmations. Le rapport du Comité permanent du renseignement de la Chambre des représentants (HPSCI) du 18 septembre 2020, publié par Gabbard le 23 juillet, ne laisse aucun doute là-dessus.

Ce que Gabbard n'a pas encore mentionné, hormis par une brève référence au « dossier Steele », c'est le rôle des services de renseignement britanniques dans la fabrication de l'affaire du Russiagate, ainsi que celui d'individus clés tels que le directeur du GCHQ, Robert Hannigan, le directeur du MI6, Richard Dearlove, et l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, entre autres.

Pour ceux qui s'emploient à faire la lumière sur cette opération, il est impératif de comprendre que, dans le Russiagate, ce qui relève de la trahison ne réside pas simplement dans la volonté de déstabiliser un nouveau président, mais que les Américains impliqués, du président Obama au directeur de la CIA, John Brennan, en passant par les fonctionnaires subalternes tels que Lisa Page et Peter Strzok, œuvraient, consciemment ou non, pour le compte d'une puissance étrangère – l'Empire britannique – afin de pousser les États-Unis à entrer en guerre avec la Russie, mettant en danger la vie de chaque homme, femme et enfant de notre planète. C'est un crime pire qu'une trahison.

Révéler les véritables origines du Russiagate : la longue guerre de l'Empire britannique contre la Russie

Les documents jusqu'à présent déclassifiés par la directrice du Renseignement national, Tulsi Gabbard, apportent des preuves vérifiables d'une collaboration – on pourrait dire d'une conspiration – entre de hauts responsables de la communauté du renseignement américain pour élaborer un récit visant à déterminer l'issue de l'élection de 2016. Après avoir échoué à vaincre Donald Trump dans les urnes avec leur affaire d'ingérence russe pour l'élire, ils concoctèrent une histoire encore plus extravagante et mensongère de collaboration avec des agents russes pour forcer la défaite d'Hillary Clinton.

Cette stratégie était motivée non seulement par leur animosité envers Trump, mais aussi par l'intention de l'empêcher de renoncer à sa politique d'après-Guerre froide qui consistait à traiter la Russie comme un adversaire, à l'isoler et à l'encercler de voisins hostiles intégrés à l'OTAN. Le coup d'État de Maïdan en Ukraine, en février 2014, mené par l'administration Obama avec l'aide de néoconservateurs des deux partis, s'inscrivait dans cette stratégie. Comme le rapporte l'article du *New York Times* du 29 mars 2025, « *L'histoire secrète de la guerre en Ukraine* », le coup d'État fut immédiatement suivi de la militarisation de l'Ukraine, menée conjointement par l'armée américaine et la CIA. L'article du *Times* rapporte que la planification de la guerre contre la Russie fut coordonnée par des responsables américains opérant à Wiesbaden, en Allemagne.

Les Britanniques ont également mené un déploiement militaire visant à former et soutenir les forces armées ukrainiennes, l'Opération Orbital, lancée en 2015. Depuis le coup d'État de Maïdan, jusqu'à l'ordre donné par le Premier ministre britannique Boris Johnson au président ukrainien Volodymyr Zelensky, en avril 2022, de déchirer le projet de traité négocié avec la Russie, et jusqu'aux préparatifs actuels de guerre contre la Russie, les Britanniques ont joué un rôle dirigeant.

Le rôle britannique dans le Russiagate

Compte tenu de l'obsession historique de l'Empire britannique à vouloir contrer l'influence russe, il n'est pas surprenant de retrouver une implication britannique dans les opérations post-Maïdan. Cette histoire comprend le « Grand Jeu » des déploiements britanniques contre la Russie à partir du milieu du XIX^e siècle, qui donna lieu à la guerre de Crimée et aux campagnes militaires en Afghanistan. La doctrine géopolitique élaborée par Halford Mackinder au début du XX^e siècle, visant le rôle de la Russie en Eurasie, se poursuit au cours de ce siècle. Sa vision fut intégrée à la doctrine stratégique américaine après la Seconde Guerre mondiale, puis consolidée sous Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, tous deux coordonnant la politique américaine avec les services de renseignement britanniques, en étroite collaboration avec Chatham House. Brzezinski en fit un thème central, avec ses provocations antisoviétiques en Afghanistan et en identifiant l'Ukraine comme pivot de l'intervention contre la Russie à la fin de la Guerre froide. Cependant, le rôle britannique dans l'affaiblissement des efforts du président Trump pour normaliser les relations avec la Russie a été largement négligé.

Nous vous présentons ici deux axes principaux, étroitement liés, d'enquête sur le rôle britannique dans l'élaboration de l'attaque contre les États-Unis et la Russie, avant et après l'élection de Trump, en 2016.

1. La première piste concerne les mises en garde de Robert Hannigan, directeur du GCHQ (service britannique de cyber-renseignement), sur une possible ingérence russe. Expert en cybersécurité, entré au gouvernement comme conseiller à la Sécurité nationale du Premier ministre britannique Tony Blair, Hannigan devient directeur du GCHQ en 2014. En juin 2015, il signale des « *contacts suspects* » entre « *des personnes que nous soupçonnons d'être des agents de renseignement russes* » et des proches de Trump. Selon le *Guardian*, les Britanniques trouvent alors leurs homologues américains « *endormis* » sur leur mission. Un an plus tard, Hannigan se rend aux États-Unis pour rencontrer le directeur de la CIA, John Brennan. Cette rencontre n'est pas conforme au protocole habituel, qui l'aurait obligé à informer l'amiral Mike Rogers, son homo-

logue à la tête de la NSA. Hannigan a-t-il rencontré Brennan à cause du scepticisme affiché par Rogers concernant les accusations d'ingérence russe dans les affaires informatiques ? Les documents publiés par Gabbard montrent en effet que son agence s'est jointe au FBI pour exprimer une « *faible confiance* » dans les évaluations de la CIA et du Bureau du directeur du renseignement national (ODNI) de Clapper concernant les cyberopérations russes dans le processus électoral.

La cyberguerre était au cœur du Russiagate, avec des allégations de piratage informatique russe des ordinateurs de la campagne Clinton et de fuite de documents vers *WikiLeaks* et la Russie. La déclassification demandée par Gabbard révèle l'absence de preuves à l'appui de ces allégations et pourtant, le sujet est resté d'actualité jusqu'à aujourd'hui ! L'affaire du piratage russe relie deux éléments britanniques : le rôle de Hannigan et le déploiement d'un réseau d'agents de divers services américains et britanniques, probablement coordonné par l'ancien chef du MI6, Sir Richard Dearlove.

2. Le rôle joué par Sir Richard Dearlove mérite un examen plus approfondi. Il opérait par l'intermédiaire d'un réseau d'agents liés au FBI et à la CIA, interagissant avec les services de renseignement britanniques et en relation avec des entreprises privées. Parmi eux figuraient Christopher Steele, ancien subordonné de Dearlove au MI6, Stefan Halper, espion américain de longue date opérant dans les milieux universitaires britanniques, le mystérieux Josef Mifsud et Alexander Downer, ancien haut-commissaire d'Australie à Londres. Impliqués dans la fabrication des histoires de piratage informatique et de cyberopérations attribuées à la Russie, ces quatre individus ont joué un rôle déterminant dans l'enquête du FBI sur l'affaire *Crossfire Hurricane*.

Dearlove est connu pour sa participation active à des opérations de guerre hybride, venant étayer les provocations anglo-américaines contre la Russie. En 2003, travaillant aux côtés du Premier ministre britannique Tony Blair, il fut au cœur de la campagne de désinformation accusant l'Irak de posséder des armes de destruction massive, un mensonge qui contribua à renforcer le soutien à la guerre désastreuse menée par les États-Unis en Irak. On trouve un autre lien avec le renseignement américain, influencé par Londres, en la personne de l'ancienne directrice de la CIA, Gina Haspel, cheffe de bureau de la CIA à Londres de 2008 à 2011, puis de 2014 à 2017.

L'examen du rôle britannique devrait inclure les activités de la presse quotidienne et des groupes de réflexion ayant contribué à façonner le discours antirusse. L'*Economist*, le *Guardian* et le *Financial Times* font partie des journaux qui publiaient quotidiennement des articles enjolivant ce faux récit. Exemple extrême du parti pris anti-Trump de la presse britannique, cet article du *Spectator* du 21 janvier 2017 : « *Donald Trump sera-t-il assassiné, renversé par un coup d'État ou simplement destitué ?* » L'article fut réédité le 31 décembre de la même année.

Il convient de noter en particulier le rapport publié par la Chambre des Lords britannique en décembre 2018, « *La politique étrangère du Royaume-Uni dans un ordre mondial en mutation* », qui avertit qu'une réélection de Trump pourrait compromettre la « relation spéciale » par laquelle les Britanniques manipulent la politique américaine. Ces exemples ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

La Grande-Bretagne s'oriente vers une guerre avec la Russie, entraînant la France et l'Allemagne dans ses rangs

Par Carl Osgood, le 29 juillet 2025.

La version intégrale de ce rapport a été publiée dans le numéro du 8 août 2025 du magazine *Executive Intelligence Review*.

En ce mois de juillet, en l'espace d'une semaine, le gouvernement britannique du Premier ministre Keir Starmer a signé un traité de défense, d'abord avec la France, puis avec l'Allemagne. Combinés aux autres mesures prises par le gouvernement Starmer depuis début juin, ces traités indiquent sans équivoque que le Royaume-Uni, rejoint par l'Allemagne et la France, se prépare à une guerre majeure contre la Russie, qui inclurait probablement l'utilisation d'armes nucléaires.

Lors de la réunion de la Coalition internationale pour la paix du 18 juillet, la fondatrice de l'Insti-

tut Schiller, Helga Zepp-LaRouche, fit remarquer qu'on avait baptisé le traité germano-britannique « traité de Kensington ». *« Cela fait référence au palais du même nom et au rôle de la reine Victoria, a-t-elle rappelé. [Le chancelier allemand Friedrich] Merz l'a effectivement mentionnée, ce qui prouve qu'il a perdu la raison. Sous le règne de Victoria, les Britanniques planifiaient activement la Première Guerre mondiale, principalement contre l'Allemagne, entre autres. Cette référence démontre clairement que le chancelier Merz apprécie l'Empire britannique, auquel il se soumet aujourd'hui volontiers. C'est aussi une évolution extrêmement inquiétante. »*

La principale cible des Britanniques est la Russie, mais, comme pour la Triple-Entente avant la Première Guerre mondiale, les choses pourraient mal tourner, y compris pour ceux qui rejoindraient les Britanniques dans cette marche insensée. *« Je pense que c'est ce qui va arriver. Si l'Occident ne cesse de surenchérir, comme avec la nomination de Malcolm Chalmers au poste de conseiller stratégique du ministre britannique de la Défense, cela devrait alarmer tout le monde. Car ces gens sont dans un état d'esprit de crise des missiles cubains sous stéroïdes. Ils peuvent briser la vitre de sécurité, enfreindre les règles et échapper à tout contrôle. C'est alors que l'existence de la civilisation sera véritablement en jeu. »*

En mai 2022, Chalmers a proposé, dans le *Financial Times* et au sein du Royal United Services Institute, qu'une « crise des missiles cubains sous stéroïdes » avec la Russie, suite à une tentative ukrainienne de s'emparer de la Crimée, pourrait être la meilleure option pour contraindre la Russie à capituler. Tout en admettant que « ce serait un moment de péril extrême », il a soutenu qu'« une crise nucléaire de ce type pourrait faciliter la tâche des dirigeants pour parvenir à des compromis difficiles ».

Le 24 mars dernier, Chalmers a déclaré à Shashank Joshi, rédacteur en chef de la rubrique Défense du magazine impérial *The Economist*, qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que le Royaume-Uni lance une frappe nucléaire sur la Russie depuis l'un de ses sous-marins. Il a rejeté les objections de la Royal Navy selon lesquelles une frappe nucléaire britannique sur la Russie exposerait les positions de ses sous-marins stratégiques, permettant ainsi à la Russie de neutraliser toute la capacité de dissua-

sion nucléaire britannique (uniquement basée, pour l'instant, sur des sous-marins) en représailles. C'est « tortueux », a soutenu Chalmers. Il n'est pas nécessaire de tirer tous les missiles en même temps, on pourrait peut-être en tirer un seul. De plus, la frappe ne devrait pas nécessairement viser une grande ville. Un tir de démonstration sur une base militaire russe pourrait éviter les pertes plus importantes qu'entraînerait une frappe nucléaire sur une grande ville. Il a approuvé la déclaration de Joshi selon laquelle les forces britanniques n'auraient pas besoin d'utiliser une ou plusieurs bombes nucléaires de plusieurs mégatonnes, mais seulement une bombe de la taille d'Hiroshima ou de Nagasaki !

Le 3 juillet, le Royal United Services Institute, principal institut de politique militaire de la monarchie britannique, dont Chalmers fut directeur adjoint pendant 17 ans, annonce sa mutation au ministère de la Défense. Il occupera ainsi ses nouvelles fonctions de conseiller stratégique auprès du secrétaire à la Défense, John Healey, et de responsable de l'analyse et de la critique au sein de son ministère. Cette annonce est un nouveau signe que le Royaume-Uni se prépare activement et méthodiquement à une guerre nucléaire avec la Russie, sans doute la première puissance nucléaire de la planète, avec l'idée folle qu'une guerre nucléaire peut être menée et gagnée. La dernière série de documents et de traités à ce sujet a débuté avec la publication par le ministère britannique de la Défense, le 1^{er} juin, de la *Revue de défense stratégique*, composée d'un panel coprésidé par l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson, le général Sir Richard Barrons et l'anglo-américaine Fiona Hill, l'experte de la Russie qui conseillait le président Trump pendant son premier mandat. *« La Russie est en guerre contre la Grande-Bretagne, les États-Unis ne sont plus un allié fiable et le Royaume-Uni doit réagir en renforçant sa cohésion et sa résilience »*, déclare-t-elle au *Guardian* le 6 juin 2025.

Elle estime que « la Russie s'est durcie en tant qu'adversaire d'une manière que nous n'avions probablement pas pleinement anticipée », affirmant que Poutine voit dans la guerre en Ukraine le point de départ de l'accession de Moscou à une « puissance militaire dominante dans toute l'Europe ». Dans le cadre de cet effort à long terme, la Russie « menace déjà le Royaume-Uni de diverses manières », poursuit-elle, citant de prétendus « empoisonnements, assassinats, opérations de sabotage, cyberattaques et opérations d'influence de toutes sortes. [Mais

aussi] *Les capteurs qu'ils installent autour d'oléoducs sensibles et les tentatives de sabotage de câbles sous-marins* ».

Pour Fiona Hill, la conclusion est que « *la Russie est en guerre contre nous* ».

Moscou voit tout cela d'un mauvais œil, mais les responsables russes soulignent qu'ils prennent en compte tous ces développements dans leur propre planification politique et militaire. Plus généralement, lors d'une conférence de presse à Kuala Lumpur le 11 juillet, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a appelé l'attention sur ce qu'il décrit comme les politiques militaristes du chancelier allemand Merz et les manifestations du nazisme en Europe. « *Si l'Europe s'engage à nouveau sur cette voie, c'est regrettable. Nous en tiendrons pleinement compte dans tous les aspects de notre planification* », a déclaré Lavrov.

Chronologie du Russiagate

Vous trouverez ci-dessous la chronologie de la fabrication et de la diffusion du récit fallacieux, largement orchestré par les Britanniques, concernant l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Notez la rencontre de juin 2016 entre le directeur de la CIA, John Brennan, et Robert Hannigan, directeur du GCHQ, ainsi que le rôle de Christopher Steele, ancien chef du bureau Russie du MI6 à Londres, auteur du salace « dossier Steele », dont on savait dès le départ qu'il n'était pas fiable.

** indique des informations documentées par les communiqués de la DNI Gabbard.*

2015. 16 juin - Donald Trump annonce sa candidature à la présidence.

Été - Selon Luke Harding, du journal londonien *The Guardian*, l'équipe de cybersécurité du GCHQ dirigée par Robert Hannigan est la première à détecter des preuves de « *contacts suspects* » entre « *des personnes que nous soupçonnons d'être des agents de renseignement russes* » et des proches de Trump.

2016

12 juin - Julian Assange annonce que *Wikileaks* détient des courriels d'Hillary Clinton et qu'il les publiera.

14 juin - Crowdstrike annonce une cyberintrusion dans le serveur du Comité national démocrate (DNC), laissant des preuves en caractères cyriliques.

20 juin - La première note de Christopher Steele sur les liens entre Trump et la Russie est envoyée au Fusion GPS de Glenn Simpson. Steele se rend ensuite à Rome pour informer un contact du FBI.

Mi-juin - Le directeur du GCHQ, Hannigan, se rend à Washington pour rencontrer John Brennan.

22 juillet - Trois jours avant la convention du Parti démocrate, *WikiLeaks* publie la première série de courriels du Comité national démocrate.

26 juillet - Hillary Clinton approuve la proposition de l'un de ses conseillers de campagne en politique étrangère de « *diffamer Donald Trump en fomentant un scandale dénonçant une ingérence des services de sécurité russes* », selon les renseignements examinés par le procureur spécial John Durham dans le cadre de son enquête.

31 juillet - Peter Strzok, directeur adjoint du FBI travaillant à la division du contre-espionnage, rédige la note d'ouverture de l'enquête sur la collusion russe, *Crossfire Hurricane*. Strzok affirme avoir reçu cette instruction du directeur adjoint du FBI de l'époque, Andrew McCabe.

3 août - Le directeur de la CIA, John Brennan, informe le président Obama à la Maison-Blanche de l'implication russe dans l'élection américaine. Le directeur du FBI, James Comey, le directeur du renseignement intérieur, James Clapper, et le vice-président, Joe Biden, sont également présents. Brennan informe Obama qu'Hillary Clinton envisage de créer un scandale liant Trump à la Russie.

31 août* - Évaluation d'un responsable du département de la Sécurité intérieure, adressée au DNI Clapper : « *Nous travaillons avec la CIA pour inclure la menace au sein d'un PDB [President's Daily Brief, point présidentiel quotidien]. L'analyse effectuée montre qu'il n'y a aucune indication d'une menace*

russe visant à manipuler directement le décompte des voix par des moyens informatiques... »

2 septembre* - Un analyste du renseignement du FBI envoie un courriel au Bureau du DNI, indiquant que le FBI est « *mal à l'aise* » à l'idée d'affirmer que « *la Russie a l'intention de perturber nos élections* » et demande que la formulation des motivations russes soit « *adoucie* » dans un projet de document. L'analyste précise que le Bureau ne veut pas « *induire le lecteur en erreur en lui faisant croire que la CI [communauté du renseignement] dispose d'informations indiquant que la Russie a l'intention avérée d'influencer les élections* ».

7 septembre - Des responsables de la CIA adressent une saisine à Comey et Strzok du FBI, concernant la proposition de l'équipe de campagne de Clinton de créer un scandale liant Trump à la Russie.

9 sept.* - L'auteur principal du PDB : « *Nous sommes d'accord : la Russie n'essaie probablement pas (et n'essaiera pas) d'influencer les élections en utilisant des moyens informatiques pour manipuler l'infrastructure électorale.* »

12 sept. - Les agences de renseignement diffusent un projet d'évaluation de la communauté du renseignement (ICA) qui ne conclut pas à l'intention de la Russie d'aider Trump de quelque manière que ce soit.

22 sept. - Steele rencontre à Washington D.C. plusieurs journalistes, notamment du *New York Times*, pour diffuser des informations sur Trump et la Russie.

8 nov. - Jour de l'élection : Trump bat Clinton à la surprise générale.

5 déc. - Premier briefing post-électoral de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants sur l'ingérence électorale russe, par un haut responsable du DNI. Ce briefing n'inclut pas l'avis selon lequel Poutine aspirait à aider Trump à gagner.

7 déc.* - Les évaluations communiquées au DNI Clapper mentionnent : « *Nous estimons que des adversaires étrangers n'ont pas utilisé de cyberattaques contre les infrastructures électorales pour influencer le résultat de l'élection présidentielle américaine cette année. (...) Nous n'avons aucune preuve de cybermanipulation des infrastructures électorales visant à altérer les résultats.* »

8 déc.* - Les responsables de la CI préparent une évaluation pour le point quotidien du Président, concluant que la Russie « *n'a eu aucun impact sur les résultats des récentes élections américaines* » en menant des cyberattaques contre les infrastructures. Avant même que cette évaluation ne parvienne au Président, elle est brusquement retirée « *sur la base de nouvelles directives* ». Cette évaluation initiale du renseignement n'a jamais été publiée.

9 déc.* - Le président Obama convoque une réunion dans la salle de crise de la Maison-Blanche, à laquelle participent John Brennan, James Clapper, James Comey, Susan Rice, Victoria Nuland, Avril Haines, Loretta Lynch, le général Joseph Dunford et d'autres. Instruction est donnée d'élaborer une nouvelle évaluation du renseignement affirmant que la Russie s'est ingérée dans l'élection de 2016, bien qu'en contradiction avec les précédentes évaluations.

9 déc.* - Selon un rapport récemment déclassifié (2020) de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, Brennan ordonne aux cinq analystes de la CIA qu'il a sélectionnés de rédiger la première version de la nouvelle évaluation « *étayant les affirmations selon lesquelles Poutine aspirait à aider Trump à gagner* », malgré le désaccord de nombreux agents du renseignement.

9 déc.* - Les premières fuites de la nouvelle évaluation apparaissent dans le *Washington Post* : « *Selon des sources officielles proches du dossier, la CIA a conclu, dans une évaluation secrète, que la Russie est intervenue dans l'élection de 2016 pour aider Donald Trump à remporter la présidence, et non simplement pour saper la confiance dans le système électoral américain.* »

28 déc. - Sur la base des accusations d'ingérence de Moscou dans l'élection, le président Obama impose des sanctions à la Russie et expulse 35 de ses diplomates.

29 déc.* - Le directeur adjoint de la CIA chargé d'analyser la véracité des documents, écrit un courriel à Brennan l'avertissant que l'inclusion dans l'ICA d'informations issues d'un dossier Steele peu fiable, compromet « *la crédibilité de l'ensemble du document* ». Contrairement à ses dénégations ultérieures, notamment lors d'un entretien à huis clos avec la Commission sénatoriale du renseignement en 2018, Brennan insiste pour que ce document soit inclus.

29 décembre - Obama monte d'un cran, affirmant que le GRU [renseignement militaire russe] a piraté le DNC (Comité national démocrate) et est donc à l'origine des fichiers publiés par *WikiLeaks* et d'autres plateformes.

2017

3 janvier - Le sénateur Charles Schumer, invité par Rachel Maddow à son émission, avertit Trump de rentrer dans le rang : « *Laissez-moi vous dire que si vous vous en prenez aux services de renseignement, ils disposent de tous les moyens de s'en prendre à vous [six ways from Sunday to get back at you].* »

5 janvier - Le président Obama est informé que le président russe Poutine lui-même a directement autorisé le piratage du DNC par le GRU.

6 janvier* - Les versions finales du nouvel ICA, commandé par Obama/Brennan (et probablement le GCHQ), sont publiées. Les responsables du renseignement informent Trump des conclusions. Le briefing inclut le dossier Steele, qui fait partie d'une annexe classifiée de l'ICA.

Le Parti de la guerre est une obscénité L'empreinte royale de la Grande-Bretagne sur « Epstein » et le « Russiagate »

En 1842, l'ingénieux officier de renseignement américain Edgar Allan Poe (1809-1849) a résolu le meurtre d'une New-Yorkaise du nom de Mary Rogers. Il rapporta ses conclusions dans une nouvelle intitulée *Le mystère de Marie Roget*, précisant que l'œuvre « *a été composée loin du lieu de l'atrocité, et sans autre moyen d'enquête que les journaux... Il n'est peut-être pas inopportun de noter, néanmoins, que les aveux de deux personnes, faits à des époques différentes, bien après la publication, ont confirmé intégralement non seulement la conclusion générale, mais absolument tous les principaux détails hypothé-*

tiques qui ont permis d'arriver à cette conclusion ». S'il avait vécu à notre époque, Poe aurait ignoré le fléau de la surinformation d'un monde dominé par internet et ridiculisé les méthodes d'enquête, si on peut les appeler ainsi, utilisées pour dissimuler la vérité, tant dans l'affaire du Russiagate que dans l'affaire Epstein. Submergés par l'immense dépotir électronique de surinformation, notre monde et notre époque ignorent les « récits de raisonnement » d'Edgar Poe, qui révèlent la véritable méthode permettant de résoudre des crimes comme le Russiagate et le « mystère Jeffrey Epstein », de même que la grande réussite intellectuelle et politique connue sous le nom de Révolution américaine, qui a donné naissance à Edgar Poe, est intentionnellement mal comprise.

Les importantes révélations de la directrice du Renseignement intérieur, Tulsi Gabbard, sur le canular du Russiagate, représentent bien plus qu'une rupture avec la routine, habituelle à Washington. Elle doit être soutenue, non seulement pour rendre une justice, longtemps refusée, aux traîtres des administrations Obama (et Bush !), mais aussi pour révéler le véritable ennemi des États-Unis et de toute l'humanité : l'Empire britannique. En mai 1945, dans un document intitulé « *Opération impensable* », la Grande-Bretagne élabora des plans pour une guerre préventive immédiate contre l'Union soviétique, qui devait commencer en juillet 1945, soit deux mois après la fin de la guerre en Europe et un mois avant le largage de bombes nucléaires sur le Japon. Selon ce rapport, « *l'objectif global, ou politique, est d'imposer à la Russie la volonté des États-Unis et de l'Empire britannique* ». Cela signifiait que des armes nucléaires seraient utilisées contre l'Union soviétique, soit en 1945, soit dès que possible après. Comme indiqué ailleurs dans ce *Livre blanc*, telle est l'intention, aujourd'hui, en 2025, des services financiers et de renseignement britanniques (qui sont la même chose) envers la Russie et la Chine, en quête d'une « victoire finale » dans ce que les Britanniques appellent depuis des siècles « le Grand Jeu ».

En octobre 2008, l'ambassadrice américaine au Kirghizistan, Tatiana Gfoeller, se retrouva à Bichkek pour une confrontation houleuse avec le prince Andrew de Grande-Bretagne, désormais tristement célèbre et ignoré en raison du « mystère Jeffrey Epstein ». Lorsque l'ambassadrice Gfoeller protesta contre l'idée que la politique du « Grand Jeu » serve de modèle à la politique en Asie centrale, « *le prince Andrew (...) déclara sans détour que le*

Royaume-Uni, l'Europe occidentale (et par extension vous aussi, les Américains) étaient de retour au cœur du Grand Jeu. Plus enflammé que jamais, il déclara avec arrogance : "Et cette fois, nous voulons gagner !" » Andrew est connu pour avoir été, jusqu'à sa disgrâce, un élément essentiel du commerce international d'armes de l'Empire.

L'un des premiers sponsors de Jeffrey Epstein, au milieu des années 1980, fut Douglas Leese, entrepreneur de défense britannique et l'un des principaux architectes d'Al-Yamamah, contrat d'armement parmi les plus importants de l'histoire. Leese aurait présenté Epstein à Robert Maxwell et l'aurait décrit à Steven Hoffenberg, ancien propriétaire du *New York Post* et escroc condamné, en ces termes : *« C'est un génie, il excelle dans la vente de valeurs mobilières. Et il n'a aucune morale. »*

Tels sont le visage, et l'âme, des dirigeants et des laquais du Parti de la guerre. « Le mystère Jeffrey Epstein » et « le mystère du Russiagate », tels qu'on les a rapportés, n'ont été jusqu'à présent que des diversions de la vérité. La vérité est que l'ancien ordre impérial-colonial est mort et ne pourra jamais

ressusciter. Le Parti de la guerre ne l'accepte pas et entend imposer sa volonté à l'humanité, soit en la soumettant, soit en la détruisant par une guerre thermonucléaire. « Epstein » et « Russiagate » ne font qu'un. En fait, les acteurs des deux affaires sont souvent les mêmes. *« Imposer notre volonté »* à l'humanité, qu'il s'agisse de la destruction fanatique de nations ou du massacre impitoyable d'enfants innocents, trouve son origine dans une même vision nietzschéenne de l'humanité. Si les deux peuvent se combiner, comme à Gaza, poussant les victimes de l'Holocauste à commettre le même crime suprême contre les Palestiniens, *« c'est alors la corruption la plus délicieuse »*. Edgar Poe a parfaitement résumé l'essence du Parti de la guerre : *« Ils ne sont ni hommes ni femmes, ils ne sont ni brutaux ni humains ; ce sont des carcasses pestilentielles, séparées de leur âme. »*

Documentation du site web du DNI

https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/DIG/DIG-Russia-Hoax-Memo-and-Timeline_revisited.pdf



